

## DE GRAVES INCIDENTS SONT SURVENUS À DELY-BRAHIM

Nouvelles scènes de violence  
contre des Africains

**Les heurts entre les immigrés africains et la population algérienne ont fait boule de neige. Après Tamanrasset, Ouargla, Béchar et d'autres régions du Sud algérien, c'est au tour de la capitale de vivre des moments pénibles de violence. Ce qui s'est passé dans la nuit de samedi à dimanche dans un quartier de Dely-Brahim dévoile l'existence d'un problème aux contours non établis.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Hier matin encore, le quartier Bouchbek portait encore les traces des événements qui s'étaient produits la veille. Chauffés à blanc par une situation qu'ils décrivent parfois avec des mots très durs, des jeunes habitant la localité ont bouclé les lieux après la tombée de la nuit avant de déclencher une opération de bastonnade contre des résidents africains.

Ceux qui tentaient de s'échapper ont été victimes de jets de pierres lancés avec une violence inouïe, confiait hier une dame outrée par un comportement qu'elle n'arrive pas à s'expliquer. Elle n'ose pas en parler à voix haute de crainte que ses concitoyens ne s'en prennent à elle sous prétexte qu'elle partage des mœurs contre lesquelles une partie de la population s'est élevée. «Ce sont des Africains, ils ont d'autres coutumes, ils sont plus libres que nous, personnellement, je n'ai jamais rien remarqué d'anormal.

Mes filles universitaires n'ont jamais été inquiétées lorsqu'elles sortent très tôt le matin.» Mais son avis n'est pas celui de la majorité.

Les jeunes accusent les ressortissants africains de débauche, les présentent comme des trafiquants de drogue et affirment ne plus pouvoir tolérer «le va-et-vient de personnes suspectes dans le quartier». Ils démentent l'information selon laquelle la colère a éclaté suite à une dispute entre un Algérien et un immigré africain. «Nous voulons qu'ils partent d'ici», soutiennent toutes les personnes qui se sont réunies, une fois de plus, hier matin à Bouchbek pour réclamer le départ des immigrés de leur quartier. La tension était encore perceptible, contraignant les services de sécurité, qui affirment avoir évité de gros dégâts la veille, à maintenir un dispositif sur place.

Les photos des événements qui se sont produits ont été largement diffusées à travers les



Les ressortissants africains sont accusés de débauche.

réseaux sociaux. Beaucoup disent avoir été choqués et craignent que les scènes qui se sont produites ne soient en fait révélatrices de l'existence d'un sentiment de rejet inavoué envers cette partie de l'immigration.

L'Algérie n'en est pas aux premiers événements de ce genre. L'année précédente, plusieurs wilayas du sud du pays ont été malheureusement le théâtre de scènes de violence inouïes qui ont poussé plusieurs médias étrangers à s'interroger sur l'origine des faits.

En mars dernier, une centaine de migrants avaient été ainsi blessés dans une attaque menée par des habitants de Béchar pour des raisons non définies à ce jour. Les Subsahariens, venus nombreux dans cette wilaya à la recherche d'un emploi, ont été attaqués à coups de pierres un vendredi après la prière.

Certains assaillants (ils étaient très nombreux) ont déclaré que les immigrés avaient tenté d'agresser une petite fille mais l'information n'a jamais été confirmée par les autorités qui ont préféré déplacer

les populations africaines vers d'autres lieux. Il faut dire que les événements de Béchar sont survenus trois semaines seulement après une attaque similaire menée par une partie de la population de Ouargla contre des immigrés africains là aussi, après la mort d'un jeune Algérien assassiné par un ressortissant nigérien. Ce dernier avait tenté de s'introduire dans le domicile d'une vieille dame et son voisin voulait alors empêcher le voleur de s'enfuir, mais le Nigérien a réagi en le poignardant.

Des affrontements ont éclaté entre la population locale et les résidents africains provoquant la mort d'une personne et plus d'une vingtaine de blessés.

Quatre mois plus tard, une autre attaque de grande envergure éclatait un peu plus au Sud, dans la wilaya de Tamanrasset où la population est sortie en masse s'attaquer aux immigrés venus d'Afrique.

Le bilan de ces violences est très lourd : plus d'une soixantaine de blessés, dont une dizaine se trouvaient dans un état très grave, avaient alors annoncé les autorités en proie à un nouveau phénomène que certains mettent sur le compte d'une «intolérance» à cette catégorie de migrants...

A. C.

**LA TENUE DU VI<sup>e</sup> CONGRÈS MAGHRÉBIN DE  
NÉPHROLOGIE LES 25,26 ET 27 NOVEMBRE 2016 À ALGER**  
**Une réussite remarquée !**

La maladie rénale chronique est une affection fréquente. Elle touche près de 600 millions de personnes dans le monde, dont 1,5 million d'Algériens.

Les deux principales causes sont la néphroangiosclérose (30%) et la néphropathie diabétique (20%).

En 2016, près de 23 900 patients en insuffisance rénale terminale (IRT) sont traités par épuration extra rénale et greffe rénale en Algérie, dont 91% par dialyse, 3% par dialyse péritonéale et seulement 6% par greffe rénale. La prévalence de l'IRT traitée est de 556 patients par million d'habitants. L'incidence, elle est de 104 patients par an et par million d'habitants.

En Algérie, tous les insuffisants rénaux sont traités et ce, grâce à une volonté gouvernementale efficace menée depuis de nombreuses années. Cet indicateur d'accès aux soins est une fierté nationale et reflète une prise en charge équivalente à celle des pays émergents économiquement comparables, à l'instar des pays de l'Afrique du Nord. Cet essor de la prise en charge de l'IRT doit son succès au développement des capacités locales, à savoir :

- La formation : ouverture d'une post-graduation en néphrologie dès octobre 1988 ayant permis la formation de plus de 600 néphrologues déployés sur le territoire national.

- Le développement d'une industrie pharmaceutique nationale a sécurisé l'approvisionnement des différents matériels et consommables et a permis une meilleure maîtrise des coûts.

Il est à noter que le remplacement d'organe reste le traitement idéal de l'insuffisance rénale. Ce traitement connaît un développement progressif, hélas limité au donneur vivant apparenté.

235 greffes ont été réalisées en 2015, et le nombre total de patients greffés en Algérie est de 1351 soit une prévalence de 3,8%, ce qui est malheureusement en deçà des besoins.

Le prélèvement du rein sur cadavre s'imposera de lui-même dans les années à venir, comme un besoin de santé publique et permettra la mise à niveau des hôpitaux choisis pour une performance multidisciplinaire impliquant une logistique importante.

Il est d'autant plus nécessaire de développer la transplantation rénale en Algérie pour des raisons de coûts. Le coût annuel par patient (coût direct) est évalué autour de 980 000 DA pour l'hémodialyse, 1 320 000 DA pour la dialyse péritonéale, alors que la transplantation rénale réduit cette charge à plus de 50% dès la deuxième année.

Dans le monde, le nombre de patients traités pour insuffisance rénale chronique terminale a été estimé en fin d'année 2013 à 3,2 millions de patients avec un taux de croissance d'environ 6%, et continue d'augmenter à un taux nettement plus élevé que celui de la population mondiale.

Sur ces 3 200 000 patients IRCT, environ 2 522 000 ont été traités par dialyse (hémodialyse et dialyse péritonéale) et environ 678 000 personnes vivaient avec une transplantation rénale, soit 70,3% patients en hémodialyse, 8,4% en dialyse péritonéale et 21,2% transplantés.

Ces chiffres ainsi que les proportions des différentes modalités de traitement de l'IRCT se trouvent confortés par d'autres études.

C'est le cas de la comparaison internationale rapportée dans le registre américain de l'insuffisance rénale (USRDS 2016).

**SANDT**  
(Société Algérienne de Néphrologie  
Dialyse et Transplantation)

**CRISE LIBYENNE**Faïez Sarraj de nouveau  
en visite à Alger

**Le Premier ministre libyen Faïez Sarraj effectuera une visite dans quelques jours à Alger, a révélé hier le ministre chargé des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel, en marge de la 4<sup>e</sup> session du groupe de travail sur le renforcement des capacités des pays du Sahel qui se déroule jusqu'à demain au Palais des Nations de Club-des-Pins, à Alger.**

Abdelkader Messahel a indiqué que cette visite, la deuxième du Premier ministre libyen Sarraj en cette année 2016, s'inscrit dans le cadre du dialogue libyen parrainé par l'Algérie et intervient après la visite effectuée la semaine dernière à Alger par le président du Parlement de Tobrouk, Salah Aguila.

Le ministre algérien a souligné que l'Algérie ne fait pas de différence entre Libyens et les traitent sur un pied d'égalité. «L'Algérie croit en une solution politique au conflit libyen qui soit mise au point par les Libyens eux-mêmes, loin de toute ingérence étrangère. Parce que les interventions étrangères n'engendrent que le chaos. Nous considérons qu'il est du devoir de l'Algérie de veiller à la stabilité des pays voisins et nous devons ainsi les aider à sortir de la crise.

Et l'Algérie ne ménagera aucun effort pour faciliter le dialogue entre Libyens», a-t-il déclaré.

En effet, ce sont presque tous les voisins de l'Algérie qui connaissent des situations d'instabilité et menacent sa sécurité à bien des égards. Et ce devoir de veiller à ramener le calme dans le voisinage ne concerne pas uniquement la Libye, le Sahel étant une région plus dangereuse encore.

Dans son allocution d'ouverture des travaux de la 4<sup>e</sup> session du groupe de travail sur le renforcement des capacités des pays du Sahel, le ministre chargé des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe a recommandé qu'«il est important d'éviter que la faiblesse des ressources dont souffre cette région soit exploitée par les groupes terroristes pour faire de celle-ci une destination

des combattants terroristes étrangers quittant les zones de conflits». Et de mettre en valeur la collusion entre le terrorisme et le crime organisé transnational : «Elle prend une nouvelle dimension menaçant davantage la sécurité et la stabilité de la région et mettant à rude épreuve les capacités déjà limitées de ses pays».

Le groupe de travail sur le renforcement des capacités au Sahel, coprésidé par l'Algérie et le Canada, devrait ainsi se pencher dans cette 4<sup>e</sup> session sur les progrès réalisés en matière de coopération pour évaluer ses avancées depuis son installation.

La sécurité des frontières, la coopération juridique et judiciaire en matière pénale, la coopération policière, la lutte contre le financement du terrorisme et la mobilisation communautaire en vue de soutenir les efforts des gouvernements en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent constitueront les chapitres prioritaires de cette session d'évaluation.

Le groupe de travail devrait également examiner les étapes à prévoir pour renforcer cette coopération.

L. H.